

LE PROGRÈS.

AGRICOLE, INDUSTRIEL, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

BELANGER, FRERES, Editeurs-Propriétaires.

L. C. BELANGER, Rédacteur-en-chef.

ANNONCES.

PREMIERE INSERTION, par ligne, de 8 centimes... Les lettres et envois doivent être adressés franco de port.

ABONNEMENT.

En un, cinquante-deux numéros... Un an, cinquante-deux numéros... Six mois, vingt-six numéros.

Cartes d'Affaires.

GEORGE POULTEK, Montmours en mer... PROSPER OLIVIER, Epicier... EDUARD LAROCHE, Voiturier... T. NORMANDIN, Photographie... W. E. HIBBOTSON, Drogiste... JOSEPH FISETTE, Apéritif... M. McKECHNIE, rue Wellington... F. S. A. PELLETIER, Arpenteur... MEDECINS... AVOCATS... NOTAIRES... HUISSIERS... HOTELS... CHAUSSEURS...

POESIE.

SHERBROOKE. La nuit allait couvrir la terre de ses voiles... Les farouches Indiens, loin des wigwams en ruine... Plus d'un siècle depuis, sur le fleuve des âges... O toi qui vois fleurir en ton sein l'industrie... Te consacrer ces quelques vers!

FEUILLETON.

JEAN RIVARD, LE DÉFRICHEUR. Les pensées d'un homme fort et laborieux... La hardiesse et le travail surmontent les plus grands obstacles... AVANT-PROPOS. Jeunes et belles citadines qui ne rêvez que modes, bals et conquêtes...

NOUVELLES D'EUROPE.

LETTRES PARISIENNES. Les feuilles légitimistes continuent à reprocher au gouvernement français de ne pas s'être autorisé de l'exemple de la Russie pour refuser de reconnaître le gouvernement de Serrano... ETAT-PONIFICICAL. Rome, 26 août. L'événement du jour est la publication du livre de Garibaldi, intitulé: Les mille, dans lequel il prétend raconter l'expédition révolutionnaire de 1860, en Sicile.

ETAT-PONIFICICAL.

Rome, 26 août. L'événement du jour est la publication du livre de Garibaldi, intitulé: Les mille, dans lequel il prétend raconter l'expédition révolutionnaire de 1860, en Sicile. C'est un roman bâtarde dans lequel le héros se livre à une diatribe furieuse et folle contre les prêtres et contre la monarchie.

AGRICOLE, INDUSTRIEL, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

ils se laissent guider dans leur choix par des considérations de convenance, ou qui pis est, par une absurdité et persévérance vaniteuse. Rarement le sage conseil du poète: Soyez plutôt mou, si c'est votre talent, est conté dans cette importante conjoncture. Il existe aussi malheureusement chez nos populations rurales un préjugé funeste qui leur fait croire que les connaissances et l'éducation ne sont nullement nécessaires à celui qui cultive le sol.

AGRICOLE, INDUSTRIEL, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

profiéra pour préparer l'achat forcé de Cuba ou même quelque annexion plébiscitaire à l'Italie. Lorsque, mercredi dernier, je vous annonçais que le duc Dezas avait l'intention d'appeler M. de Chaudordy au poste de Madrid, j'étais bien informé; je le suis également en ce qui concerne l'expédition révolutionnaire de 1860, en Sicile.

AGRICOLE, INDUSTRIEL, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

des arrestations qu'on ne compte plus; à un moment où la Chambre venait d'être renouvelée par les élections générales. Soit crainte, soit habileté, le gouvernement laisse passer ou laisse sentir à l'Assemblée le caractère de son attitude à l'égard de la monarchie.

M. de Lorenzana, ambassadeur officiel de Madrid, trouve de la résistance près du cardinal Antonelli. Le Pape se montrant plus obéissant. Il s'agit de parvenir à une situation déplorée, M. Serrano dit :

« Voyez, les prêtres n'ont pas de quoi manger. Reconnaissez-moi. Accordez-moi les privilèges, les droits de patronat que vous donnez à la monarchie et je rendrai aux prêtres une partie de ce qu'on leur a pris et je nommerai des évêques que vous préconiserez. »

« C'est bien, répond le Saint-Siège ; mais prouvez-moi d'abord par des faits que vos intentions sont telles. Allez au plus pressé ; donnez à manger à ceux qui ont faim, et puis, lorsque vous voudrez les privilèges de la monarchie, conduisez-vous vis-à-vis de l'Église comme se conduisait la monarchie. »

Au reste, il arrive ceci, que la reconnaissance de l'Espagne par les cabinets de l'Europe tourne la tête à M. Serrano, et qu'il prend vis-à-vis de l'Église un ton qui de la supplication passe à l'exigence.

Telle est la situation.

Le Progrès.

SAMEDI, 26 SEPTEMBRE, 1874.

AU PUBLIC.
Nous adressons ce no. de notre journal à un grand nombre de personnes, et espérons que toutes s'y abonneront. Le prix de l'abonnement est \$1.50 et \$2.00 pour les États-Unis, payable d'avance, pour cette édition.

Ceux qui ne veulent point le recevoir voudront bien le renvoyer de suite, en ayant le soin d'écrire au-dessous de leur nom celui du bureau de poste de leur localité. Tous ceux qui laisseront écouler plus de quinze jours pour s'acquitter de ce devoir, s'ils ne désirent point s'abonner, seront considérés comme abonnés. Il y en a qui gardent le journal un mois et le renvoient ensuite ; c'est peu honorable.

Nous prions MM. les Maîtres de Poste de nous faciliter autant que possible la distribution et la circulation de notre feuille. A toute personne nous envoyant les noms de six nouveaux abonnés et le montant de leur abonnement pour six mois ou un an, nous enverrons notre journal gratuitement pour le même laps de temps. Qu'on se le dise !

PROSPECTUS.

Tel qu'annoncé depuis quelque temps par plusieurs de nos confrères, nous livrons aujourd'hui à la publicité le premier no. d'un nouveau journal français. Ayant fait, dans le cours du mois dernier, l'acquisition du *Sherbrooke News*, et nous trouvant munis d'un matériel d'imprimerie des plus complets, nous avons cru devoir nous rendre aux instances d'un grand nombre d'amis et de patrons, qui nous demandaient depuis longtemps la fondation d'un journal qui fût à la hauteur de la position qu'occupent maintenant les Canadiens-Français de cette partie du pays. L'occasion ne pouvait être plus favorable, et nous nous flattons que notre attente ne sera point déçue. Nous offrons cette nouvelle feuille au public, certains d'avance que nous pouvons compter sur le chaleureux support et le cordial appui d'un grand nombre, et aussi sur le bon vouloir et les sympathies de tous.

Nos rapports avec le public durant les huit dernières années, les nombreuses marques d'approbation générale que nous avons reçues pendant cette période, les regrets qui nous ont été exprimés de toutes parts, lorsque nous avons quitté l'établissement auquel nous avions consacré une partie considérable de notre jeunesse, de nos travaux et de nos veilles, tout cela nous est une garantie que nous pouvons compter sur une part libérale du patronage et de l'encouragement de nos compatriotes, surtout ceux de notre district.

Bien que nous soyons en état d'offrir au public un journal passablement complet et varié, nous sommes heureux de pouvoir ajouter que ce n'est que le premier pas. Si l'encouragement sur lequel nous osions compter ne nous fait pas défaut, nous nous proposons de publier bientôt une seconde édition de ce journal, c'est-à-dire de le rendre bi-hebdomadaire, ou paraissant deux fois la semaine. Il nous semble que c'est chose toute à fait désirable, nécessaire même, dans une ville de l'importance de la nôtre et dans un district aussi progressif sous tous les rapports que celui de St. François.

Voici ce que nous proposons à nos lecteurs pour l'exécution de ce projet : Du moment que nous aurons reçu la demande de trois cents abonnés, désirant recevoir l'édition bi-hebdomadaire, nous en commencerons aussitôt la publication, tout en conservant l'édition actuelle pour ceux dont les moyens ou les loisirs sont limités. Le prix de la nouvelle édition sera de deux piastres et demie par année, payable d'avance, avec une augmentation de cinquante cents, ou trois piastres, pour les États-Unis.

Il nous semble qu'il y a maintenant cette partie du pays assez d'hommes

mes d'affaires, de profession, etc., pour qu'il soit facile de recruter en très peu de temps le nombre d'abonnés requis.

Quant aux avantages à retirer d'un tel journal, ils sont manifestes et il serait inutile d'en faire ici le détail. Au reste, il y a longtemps que grand nombre de nos anciens lecteurs désirent et demandent cette amélioration ; nous nous rendons à leur demande avec plaisir et confiance, en vue surtout de la bonne cause et de l'intérêt public.

Ainsi, que nos amis veulent bien se mettre de suite à l'œuvre et nous envoyer leurs demandes d'abonnement à la nouvelle édition, et nous serions bientôt en état de répondre à leur désir. Comme garantie de ce qu'ils peuvent attendre de nous, nous leur offrons notre journal tel qu'il se présente à eux aujourd'hui. A ceux de nous juger par ce premier fruit de nos nouveaux labours et de dire s'ils doivent nous accorder le support demandé.

Au reste, nous n'entreprendons point de faire ici de la réclame. Nous livrons cette feuille au public telle qu'elle est, avec ses défauts et ses imperfections, mais aussi avec l'assurance à nos lecteurs que nous ferons tout en notre pouvoir pour la perfectionner de plus en plus, et leur donner un organe digne de leur position et entièrement dévoué à leurs intérêts.

La fondation de ce journal coïncide en quelque sorte avec l'érection du nouveau diocèse de Sherbrooke, événement si remarquable pour la population catholique de ces cantons. C'est pour nous un heureux augure, car nous avons toute raison de croire que l'on nous tiendra compte de notre bonne volonté et des efforts que nous tentons pour doter les Canadiens Français de ce diocèse d'un organe qui réponde aux besoins des circonstances actuelles, tout en continuant à marcher, à l'avenir, dans la voie du progrès.

Comme on peut le voir par ce premier essai, *Le Progrès* sera varié et causera un peu de tout. Nos intérêts agricoles et industriels, la colonisation et le rapatriement des Canadiens émigrés y occuperont toujours une place d'honneur, car ce sont ces intérêts et ce qui en découle qui sont la source de notre vitalité, de notre force, dans cette importante partie de notre Province. Le commerce recevra aussi une attention spéciale de notre part ; nous entendons prendre des mesures, surtout lorsque notre nouvelle édition verra le jour, pour qu'un homme d'affaires à la campagne recevant notre journal puisse y trouver, à bas prix, ce qu'il ne trouve aujourd'hui que dans les journaux quotidiens. Quant à la politique, comme par le passé, elle ne jouera qu'un rôle secondaire dans nos colonnes.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de tout ce qui passe, même dans ce ciel si souvent orageux, mais comme ce n'est pas la politique qui fait vivre les hommes, nous saurons toujours donner la présence aux choses nécessaires, ou même simplement utiles, sur celles qui ne sont après tout que secondaires, si ce n'est peut-être pour les principaux organes des différents partis.

Notre première page sera toujours consacrée à la publication d'un feuilleton intéressant et moral, propre à faire les délices de nos aimables lecteurs, et aussi en grande partie aux affaires d'Europe et de l'étranger. Sous ce dernier rapport, notre journal offre une amélioration dont tous nos lecteurs nous sauront gré.

Enfin, nous tâcherons de plaire à tout le monde et de ne déplaire à personne. C'est une tâche difficile, surtout par le temps qui court, mais avec des abonnés comme ceux sur lesquels nous pouvons compter, nous espérons, grâce à leur bienveillance et à leur sympathie, atteindre bien près de cette perfection, autant que la chose est possible pour des journalistes.

Maintenant, on nous permettra de dire que nous avons des ateliers de première classe, et que nous sommes en état de faire face à toutes les commandes qu'on voudra bien nous confier, pour impressions de toute sorte dans les deux langues.

Notre matériel en fait de presses de caractères, etc., l'emporte incontestablement sur celui de n'importe quel atelier de campagne. Nous avons des ouvriers expérimentés et habiles, qui se feront toujours un devoir de satisfaire à tout prix ceux qui voudront bien nous patroniser. Quant à nos prix, ils seront toujours de nature à plaire, attendu qu'ils défient toute compétition.

En terminant, un mot à tous ceux qui nous veulent autant de bien que nous leur en souhaitons. L'abonnement au journal est payable d'avance, la réduction du prix est à cette condition. Que chaque abonné nous fasse parvenir au plus tôt le montant de sa souscription. Pour chacun, c'est une pure bagatelle, pour nous, ces petits montants réunis forment les forts montants requis pour mener à bonne fin une entreprise aussi considérable. On y gagne à payer de suite, c'est de l'économie, et quant à nous l'abonnement est payé d'avance nous

Il ne nous reste plus qu'à prier nos amis de répandre notre journal et de nous envoyer des listes de nouveaux abonnés. C'est le moyen de prouver que l'on apprécie les efforts de ceux qui travaillent à l'avancement de leurs semblables, et d'assurer le succès d'une entreprise dont le principal but est l'intérêt public.

L. C. BÉLANGER,
L. A. BÉLANGER,
Ci-devant du *Papier de Sherbrooke*,
Sherbrooke, 24 Septembre, 1874.

Le Ministère Local.

Depuis notre retraite de la rédaction du *Papier*, il s'est accompli un événement politique de haute importance en cette Province. En face des clameurs de la presse de l'opposition, et de l'excitation populaire qui s'en est naturellement suivie, le cabinet dont M. Oimet était le chef a cru devoir donner sa démission, sur la question bien connue par le nom de "Scandale des Tanneries." L'expérimenté s'est vu en quelque sorte forcé d'en agir ainsi, d'abord par la démission prématurée et tout-à-fait intempestive de M. Irvine, suivie de près par celle de M. Ross, et enfin par la position que le Trésorier de la Province, qui est aussi notre député à Québec, — a cru devoir prendre à ce sujet, peu après son arrivée d'Angleterre. La retraite de M. Robertson devait malheureusement entraîner celle du reste du cabinet, pour la bonne raison qu'en cherchant à s'opposer à M. Oimet se fut nécessairement heurté contre le mauvais vouloir de la plus forte partie de la population anglaise, compromise par M. Irvine et la plupart de ses députés. Il n'a pas voulu risquer ce pas important. On l'a accusé de faiblesse en cette circonstance, et grand nombre de ses amis en ont été plus heureux de le voir prendre une position tranchée. Mais d'un autre côté, il ne faut pas oublier que cette démarche nous eût exposés à une scission profonde entre les deux races, et peut-être à des troubles politiques des plus sérieux, voisins de la révolution ou de la guerre civile. Dans les circonstances, il a choisi la conciliation, au prix peut-être de sa réputation comme homme politique. Nul doute qu'il a agi honnêtement et pour le mieux. Qui donc pourrait le condamner d'une manière absolue et sans retour ? Pour notre part, nous en aurons mieux aimé le voir tenir ferme en face de l'orage ; renouer les chaînes sur la question des Tanneries, provoquer une enquête et tomber ou se maintenir avec son parti. Car, comme nous l'avons dit plus haut, en nous servant du mot "malheureusement," appliqué à la retraite de M. Robertson, c'est un triste spectacle que celui d'un gouvernement se prétendant intègre et appartenant à bon droit, qui cède à la pression indue, non point du peuple, mais d'une poignée d'adversaires désireux de le renverser pour monter à sa place. Si nous admettons une fois ce mauvais principe, ou plutôt ce manque absolu de principes, dans nos affaires politiques, il n'y a plus de gouvernement possible parmi nous, et le système représentatif ou constitutionnel devient une véritable farce. Non, il y a de très bonnes choses que l'on ne doit pas, que l'on ne peut pas céder, et de ce nombre nous mettons l'exercice du pouvoir et de l'autorité par ceux qui en sont légalement et constitutionnellement chargés, si ce n'est devant le seul tribunal compétent et autorisé à juger en dernier ressort : le Parlement, auquel seul nos ministres sont directement responsables, en vertu de la belle constitution qui nous régit. En dehors de cela, il ne saurait y avoir qu'incertitude, malaise, mauvais gouvernement du peuple par ses représentants légitimes. Ainsi, suivant nous, la constitution vient de recevoir une rude atteinte, dont elle souffrira peut-être longtemps. Nous la regrettons profondément, tout en laissant au temps de dire quels ont été les vrais coupables, sur qui doit retomber le fardeau de cette lourde responsabilité. Encore une fois, nous ne voyons pas comment l'on peut en accuser surtout M. Oimet. L'opinion publique a été faussée, mais ce n'est pas assurément par ceux qui ont lutté jusqu'aux limites voisines du plus grand danger pour sauvegarder nos droits et nos privilèges. C'est dans de pareilles crises que l'on apprend à connaître les hommes qui ont des principes et ceux qui n'ont que l'habileté de l'intrigue. La dernière a été féconde en ce sens ; espérons qu'elle portera ses fruits.

Quoiqu'il en soit, le cabinet qui commandait, lors de la dernière session, une majorité de vingt-cinq ou trente voix en Chambre, ce cabinet a dû faire place à un autre. Après une crise longue et pénible, et un enlèvement des plus laborieux, le nouveau-né vient enfin de s'annoncer d'une manière formelle. Nous donnons ailleurs les noms des nouveaux ministres. A part deux, ils sont tous des hommes comparativement nouveaux dans la politique. Ils ont à faire leur marque et à gagner leurs éperons. Suivant notre habitude et notre indépendance bien comme des hommes publics, nous les attendons à l'œuvre pour les juger. S'ils défendent bien nos principes politiques et

travaillent activement au bien du pays, ils peuvent compter sur notre appui cordial ; mais s'ils font des écarts, même comme simples administrateurs, nous ne serons point les derniers à les reprendre et dans le besoin à demander leur retraite.

Deux des nouveaux ministres ont déjà joué un certain rôle politique : le premier ministre, qui a formé partie du cabinet de M. Chauveau, et qui passe pour un fort honnête homme, sinon un grand homme d'état et un politicien brillant ; et puis, le Trésorier-Provincial, qui seul, grâce à sa bonne étoile, a pu surmonter, après le récent naufrage de la banque qu'il montait naguère en si bons termes avec ses collègues. Toujours heureux, il était en Angleterre, quand l'ordre en conseil autorisant l'échange du terrain des Tanneries fut signé. Grâce à cette coïncidence, il a pu sauver de la mer notre petit trésor provincial. On le retrouve au rivage de la droite, sa caisse toujours dans la main. Les malins disent même qu'elle lui eût pas échappé, s'il eût abordé au rivage de la gauche. C'est signe qu'il y tient et que, pour lui, la politique, c'est avant tout la bonne administration du trésor. Or, comme personne ne saurait se fier à d'autres tant qu'à soi-même pour garder ce précieux dépôt, il le tient, il le garde.

Badinage à part, M. Robertson s'est montré jusqu'à présent trésorier très acceptable. Qu'il continue et il fera peut-être oublier la faute que beaucoup lui reprochent ; celle d'être arrivé au même but que M. Irvine en passant par un autre chemin !

Dans l'ensemble, nous souhaitons une mer calme et sereine, une brise légère et favorable, enfin une heureuse traversée à la nacelle qui, en ce moment, porte dans ses flancs les destinées politiques de la précieuse Province de Québec.

L'arrivée de notre Evêque.

Dimanche, 13 courant, une assemblée des catholiques de cette ville a eu lieu, à l'issue de la Messe, dans le but d'organiser la réception qu'il convenait de faire au premier Evêque de Sherbrooke. Il y avait beaucoup d'enthousiasme et tout annonçait que cette fête sera l'une des plus belles qui aient encore eu lieu dans cette partie du pays. Un comité de dix-huit membres fut choisi pour organiser la réception. Ce comité se réunit deux fois la semaine et est déjà fort avancé en besogne. Des sous-comités ont été nommés pour faire face à tous les besoins et aux différents détails de la circonstance.

Les officiers du Comité Général sont MM. John Griffith, Président ; O. Camirand, Vice-Président ; W. Griffith, Trésorier, et L. C. Bélanger, Secrétaire.

Il est impossible de donner à présent d'une manière certaine le programme de la fête ; mais la chose sera annoncée en temps convenable. Nous pouvons dire, cependant, qu'il y aura grande procession, présentation d'adresses, dîner, etc. On s'attend à la présence d'environ cent cinquante prêtres pour la circonstance.

Nous invitons tous nos co-religionnaires sans distinction à rivaliser de zèle et d'activité dans les préparatifs et l'organisation de cette importante démonstration. Les Cantons de l'Est viennent de faire un grand pas ; sachons nous montrer à la hauteur de notre nouvelle position !

Les élections contestées.

Les contestations d'élection vont leur train. Dans Ontario, sept ou huit députés ont été déclarés illégalement élus, ou plutôt non élus du tout et leur élection a été déclarée nulle. Ils ont été mis à la porte. Cause de ce fait incident dans chaque cas : *bribery and corruption*, subornation et corruption. Chose curieuse, ce sont tous des Grés, autrement dit des libéraux ou réformistes, ou encore des *parties*. Ce sont ces gens-là qui ont tant crié pour avoir une loi sévère contre la corruption, et c'est leur parti qui a tant et si longtemps crié contre la corruption des conservateurs ! Il est vrai que la loi est faite pour tout le monde, mais il est aussi vraiment remarquable qu'elle atteigne surtout les réformistes. Que diable cela veut-il dire ?

M. Kerr, député de Northumberland-Ouest, Ontario, vient d'écrire à l'Association des Conservateurs de cette Province, offrant de consentir à ce que son élection soit annulée, pour cause de corruption, à condition que les requérants ne puissent pas plus loin les poursuites dirigées contre lui personnellement. En voici une qui vaut à elle seule toutes les autres. M. Kerr a du moins le mérite de la franchise. Quand on l'appelle dans la boîte et lui demande ce qu'il a à dire pour se justifier, il répond : je suis coupable ; seulement veuillez me laisser en paix et sans frais !

Dans notre Province, deux contestations sont actuellement en marche contre deux libéraux, ou élus comme tels : celle de M. Joloin, et celle de M. Webb contre M. Aylmer, pour les comtés de Richmond et Wolfe. On dit que M. Joloin va faire comme M. Kerr ; donner sa démission avant son expulsion. Quant à M. Aylmer, nos lecteurs verront, en lisant le compte-rendu que nous publions ailleurs, qu'il

court grand risque de passer, lui aussi, sous les fourches caudines.

On a beau dire et beau faire, les libéraux se sont fait des verges pour se faire flageller. Après tout, ils se consolent et n'ont peut-être pas eu tort de demander la nouvelle loi des élections.

P. S. Jeudi, M. Joloin a déclaré qu'il abandonnait son siège et prêterait les frais de la contestation, attendu qu'il voyait bien que ses amis (sic) avaient fait de la corruption. Nous félicitons notre ami M. Benoit de ce succès inespéré dans la contestation du siège de Chambly.

Le nouvel Evêque de Sherbrooke.

Dimanche, 13 courant, Sa grandeur Mgr. Racine, Evêque de Sherbrooke, a fait ses adieux, en termes fort émus, à ses paroissiens de l'Eglise St. Jean de Québec, dont il a été le pasteur durant la période de vingt et un ans. Inutile d'ajouter que son émotion fut aussi partagée par le vaste auditoire qui l'écoutait.

Son successeur à St. Jean sera M. l'abbé F. X. Plamondon, ci-devant assistant à l'Eglise de St. Roch.

L'anneau épiscopal de notre digne Evêque est déjà prêt. Il sort de l'atelier de M. Geo. Châteaufort, bijoutier de la rue St. Jean, Québec, auquel il fait honneur. La pierre est une opale des plus brillantes et provient de l'anneau présenté à feu Mgr. Signay.

On nous informe que les paroissiens de Mgr. Racine ont présenté à Sa Grandeur un magnifique cadeau, consistant en ornements pontificaux d'une grande richesse et d'une beauté remarquable.

Les nouveaux diocésains du premier Evêque des Cantons de l'Est ne veulent pas non plus rester en arrière. Des souscriptions sont à se faire en cette ville et dans toutes les paroisses et missions du nouveau diocèse, dans le but de faire à Sa Grandeur une réception digne d'Elle et de la position qu'occupent les catholiques de cette partie du pays, et aussi, de lui offrir un témoignage de leur dévouement dans son importante et onéreuse position.

Nous espérons que les souscriptions seront générales et abondantes et que tous se feront un devoir de contribuer à cette œuvre d'estime et de dévouement qu'il convient de donner à notre premier pasteur.

Le sacre de Sa Grandeur aura lieu, le 18 Octobre prochain, dans l'Eglise St. Jean, Québec, et son arrivée en cette ville aura probablement lieu le 22 du même mois. Les citoyens de Sherbrooke et des alentours sont à s'organiser pour faire à Mgr. Racine une chaleureuse et imposante réception.

Société Permanente de Construction de Sherbrooke.

Cette importante institution, dont il a été si longtemps question parmi nous, est enfin fondée. Tout indique qu'elle est assise sur des bases solides.

L'assemblée des actionnaires, tenue à l'Hôtel de Ville, le 15 du courant, sous la présidence du Col. King, les messieurs suivants ont été élus officiers pour l'année courante :

E. T. Brooks, M. P., Président ; G. E. Rioux, Magistrat de District, Vice-Président ; L. B. Lawford, Secrétaire-Trésorier.

Les Directeurs élus sont MM. E. T. Brooks, G. E. Rioux, S. J. Foss, J. S. Morey et C. A. E. Lefebvre.

M. J. A. Archambault, l'un des principaux promoteurs de cette entreprise et dont l'expérience est très étendue en ces matières, a été choisi comme notaire de la société.

Les avocats de la société sont MM. Hall, White et Panneton, qui, eux aussi, ont pris une part très active à l'organisation de cette institution. On ne pouvait assurément faire un meilleur choix.

MM. A. G. Woodward et G. B. Loomis, deux hommes versés dans la finance, ont été choisis comme Inspecteurs et Auditeurs.

La Banque des Cantons de l'Est sera la banque de la société.

Les parts ont été souscrites avec la plus grande rapidité, le capital s'élevant déjà à plus de quatre-vingt-cinq mille piastres. Nous remarquons avec plaisir qu'il y a un bon nombre de canadiens-français parmi les actionnaires et que plusieurs ont pris des parts jusqu'au montant de mille piastres chacune, payable d'avance une piastre par mois par chaque part, le premier versement devant se faire le 1er Octobre prochain. L'intention des Directeurs est, croyons-nous, de porter le capital au montant de cent mille piastres. Ceux qui n'ont pas encore souscrit, feront donc bien de se hâter.

Les Bureaux de la société sont temporairement ouverts dans l'Hôtel-de-Ville, porte voisine de l'étude de M. le notaire Archambault.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que nous souhaitons le plus grand succès à cette entreprise. Il y a longtemps que le besoin s'en faisait sentir. Dans une localité comme la nôtre, où il se transige tant d'affaires et où la demande d'argent est, en raison directe du progrès qui se fait partout sentir, on conçoit que les capitaux ordinaires ne sauraient suffire. Aussi, il est constaté que, depuis une

couple d'années surtout, des sommes considérables ont dû être empruntées en dehors, surtout à Montréal. L'intérêt payé par les emprunteurs était tant de capital perdu pour nous, les profits s'en allaient en partie à l'étranger. Grâce à cette nouvelle institution monétaire, il n'en sera plus ainsi, ou du moins ce ne sera plus sur une aussi vaste échelle. Les capitaux placés dans la société profiteront aux actionnaires, qui, à leur tour, les mettront de nouveau à l'usage de ceux qui les emploient et les font profiter. On le sait, en fait de capital roulant, tout le monde profite des avantages qu'il rapporte ; il y a solidarité entre les citoyens sous ce rapport comme sous tant d'autres. Les avantages et les profits sont mutuels et réciproques. Il est donc de la plus haute importance que l'on conserve chez soi tout le capital requis dans sa propre localité, et nous dirons que ce besoin se fait sentir ici plus que n'importe où ailleurs en cette province.

Il y a encore un autre point de vue sous lequel on peut envisager l'avantage pour une ville comme la nôtre de posséder une institution de ce genre : nous avons ici une forte population ouvrière, dont les revenus sont limités, mais passablement bien assurés. Ces revenus consistent en salaires payés ordinairement par petites sommes. Ceux qui les touchent, après avoir fait face aux besoins ordinaires de la vie, n'ayant point de placements faciles à faire avec le reste, le dépensent la plupart du temps pour des choses qui sont pour le moins inutiles. Ils perdent ainsi le fruit de leur labeur et n'ont aucune notion d'économie. Avec cette société à leur porte, ils pourront, au contraire, placer facilement et avantageusement leurs épargnes et amasser un petit trésor pour les vieux jours, les temps difficiles, la maladie, etc. Quel est l'ouvrier de cette ville qui ne pourrait prendre au moins cinq parts, ou cinq cents de piastres de capital dans cette société, du moment qu'il n'aura à payer que 5 piastres par mois, surtout quand il saura d'avance que tous les profits qu'il s'accumulera chaque mois devront être employés à l'achat de la part, pendant laquelle il est appelé à payer ce capital ? De même, s'il veut se faire emprunteur, il pourra jouir de suite du montant requis et le remettre par petites sommes. C'est comme cela que la classe ouvrière parvient à prendre le dessus, comme on dit, et à se faire chez soi, si cher à tout le monde.

Nous invitons instamment ceux de nos concitoyens qui n'ont pas encore donné leurs noms comme actionnaires dans cette société, à la faire au plutôt. Il ne saurait mieux placer leurs capitaux ou leurs épargnes. Que ceux qui lisent et comprennent ces choses le disent à ceux qui n'ont pas encore cet avantage.

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Depuis quelques semaines, on pouvait voir dans les journaux, voire même dans deux journaux de cette ville, une pompeuse annonce de la maison Clermont, Daniels & cie, de Montréal. Or, il paraît que son commerce était loin d'être légitime. Elle faisait livrer par des agents moyennant finance, des certificats donnant droit aux porteurs de toucher certaines marchandises. Mais dans la plupart des cas les deniers des pauvres dupes ont été empochés et les marchandises ne viennent pas encore. Aux dernières nouvelles, les associés avaient fermé boutique et décampé, laissant à leurs pratiques le soin de payer leurs annonces !

Il a aussi condamné pour avoir laissé échapper Bazaine.

Des élections viennent d'avoir lieu dans le département de Marne et Loire. Trois candidats, représentant trois écoles différentes, se disputaient la victoire. Le candidat républicain, élu presque autant de votes que les deux autres réunis ; mais comme il ne possédait pas la majorité absolue, l'élection a été déclarée nulle. Quoique battus de près du double, les bonapartistes sont cependant satisfaits du résultat de la lutte, puisque leur candidat a rallié plus de 25,000 partisans, là où il n'en avait pas en 300, il y a deux ans.

Les catholiques apprendront avec peine qu'un des plus vaillants défenseurs des droits de l'Église, et aussi des droits des opprimés, en général, *L'Univers*, vient encore d'être suspendu pour deux semaines, par ordre du gouvernement français. C'est la deuxième fois que pareille punition est infligée à ce journal dans l'espace de sept mois. La première fois, *L'Univers*, au prix d'énormes sacrifices, a pu supporter cette grande injustice et reprendre sa publication interrompue, mais cette deuxième suspension sera peut-être sa mort. Et quel a donc été le crime de ce journal ? ... Avoir dit de dures vérités au Président de la République espagnole, Serrano. Étrange manière d'entendre la liberté de la presse, en France ! Qu'un journal remplisse, chaque jour, ses colonnes de diatribes et d'insultes à l'adresse du Pape, de Don Carlos ou du Comte de Chambord, et il sera bienvenu ; mais qu'il prenne leur défense et se s'attaque à Victor Emmanuel à Serrano ou à Bismark, et il ne tardera pas à être chassé de son insigne. Pauvre France ! elle qui était, autrefois, la fille aînée de l'Église, et qui donnait des conseils, si non des ordres à l'Europe, elle range aujourd'hui, aux pieds des gouvernements étrangers ; et pour mieux leur faire sa cour, mieux leur prouver toute sa servilité et toute son humiliation, elle frappe ceux de ses enfants qui se révoltent contre tant de bassesse, et ose relever la tête.

ALLEMAGNE.—Des troupes menacent d'envahir le puissant empire de Guillaume, et le petit royaume de Christian de Danemark. Le vieil empereur ne sera pas satisfait, tant que les états danois ne seront pas enclavés dans la vaste confédération germanique. De là l'Allemagne, ou plutôt Bismark, a enlevé au Danemark, une partie de la province du Schleswig-Holstein ; mais, par le traité de Prague, la partie nord du Schleswig devait être rendue au Danemark. Aujourd'hui, ce traité est odieusement violé, et Bismark qui semble tenir à la propriété plus qu'à un propriétaire, est en train de chasser tous les Danois de cette province, et de les renvoyer par des Allemands. Comme on dit le penser, la presse allemande approuve les actes de Bismark, et profère des menaces quotidiennes contre le gouvernement danois. Celui-ci a l'intention de s'adresser à l'Angleterre, et de lui demander de faire observer le traité. Il est assez probable que le gouvernement de Disraeli aura la précaution de s'imposer le moins possible dans cette affaire.

Une dépêche annonçait, la semaine dernière, que Bismark allait prendre des mesures pour expulser de l'Allemagne, tous les religieux et religieuses, ainsi que tous les prêtres étrangers. Évidemment, le succès fit tourner la tête au ministre prussien, et si la mise en pratique de cette dernière infamie qu'il médite, ne satisfait pas sa haine contre le catholicisme, il n'aura plus qu'à chasser de l'empire tous les sujets allemands qui professent cette religion.

ANGLETERRE.—A part les grèves qui continuent à éclater, çà et là, dans les villes manufacturières, et aussi, à part les mécontentements des fermiers que l'avarice des propriétaires laisse mourir de misère, ce royaume est assez tranquille. Les favoris de la fortune ne songent qu'aux délices du sport, et pendant tout l'été, les courses, les régates et les grandes chasses se sont succédées presque sans interruption. Un événement qui a cependant ému passablement l'opinion publique, et qui a dû être le sujet de bien des conversations et de bien des hypothèses, c'est la conversion au catholicisme du Marquis de Ripon, un des plus riches Lords du Royaume-Uni. Lord Ripon est âgé de 48 ans. Il a rempli les plus hautes charges du royaume, soit comme ministre, soit comme chargé d'affaires, etc. Il présidait la Haute Commission Conjointe qui prépara le Traité de Washington, et il était aussi Lord Président du Conseil sous Gladstone. Des écrivains anglais, protestants, avouent que l'Église catholique a droit d'être fière d'une telle conversion. On se rappelle qu'il y a quelques années, lorsque le Marquis de Bute, lui aussi, puissamment riche, embrassa le catholicisme, les Protestants attribuaient ce qu'ils appelaient une faiblesse de sa part, à son jeune âge et à son amour pour une jeune catholique qu'il épousa peu de temps après sa conversion. Mais ici, il n'est plus question de jeunesse, et Lord Ripon est arrivé à cet âge où l'homme est le plus capable de raisonner et de mûrir ses actes, et il est marié depuis longtemps. Il se consolent de cette défection en disant que le Marquis de Ripon n'était pas un grand génie. Mais ils ne convaincront personne qu'un homme qui a occupé d'aussi hautes positions, à qui on a confié des charges aussi importantes, est un esprit faible. Un autre éclatant témoignage en sa faveur, c'est que le noble converti était Grand Maître de toutes les Loges de Francs-Maçons d'Angleterre ; il aura probablement, pour successeur, le Prince de Galles.

ESPAGNE.—Aucune nouvelle importante du théâtre de la guerre. La lutte se continue toujours entre les Carlistes et les républicains, lutte qui dure depuis plus de trois années. L'armée de Don Carlos avance lentement, mais son progrès est sûr, et nous espérons que tant de bravoure et tant de persévérance finiront par triompher, malgré la grande faute que vient de commettre les Puissances de l'Europe, en reconnaissant le gouvernement usurpateur de Madrid. Deux souverains, seuls, ont refusé de reconnaître la République de Serrano

L'Agriculture et l'Industrie.

La population des campagnes, accoutumée au calme de la vie uniforme et laborieuse, au silence des champs, aux horizons larges des plaines onduoyantes, éprouve une sorte de répugnance au contact des populations industrielles, plus vives dans leurs allures, plus mobiles et plus changeantes dans leurs habitudes; c'est dans cette vie retirée, dans cette étrangeté contre tout ce qui vient de dehors, qu'il faut chercher l'explication du caractère de la population agricole. Elle a tous les défauts et toutes les qualités de l'homme solitaire; à la fois fière et timide, puissante par le sentiment et faible dans l'action; chez elle, libre et épanouie; à l'extérieur, gauche et embarrassée. Elle se défie de l'étranger et ne demande qu'une chose, qu'on la laisse chez elle. C'est, par excellence, une race domestique, formée pour la famille et les joies du foyer.

Aussi le voisinage des usines aux hautes cheminées, laissant échapper un noir fumée, qui obscurcit la clarté de son ciel, le bruit incessant des moteurs, qui trouble son repos, la force aversive, mais si bien réglée, de ces machines aux formes gigantesques, qui contraste avec le travail lent qu'accomplit la force de ses bras, tout effraie ses instincts.

Le contraste entre la production rapide de l'industrie et la production lente de la culture des terres est si grand qu'il semble établir une barrière entre les deux productions, comme entre les producteurs eux-mêmes: les uns actifs et bruyants comme les machines qu'ils gouvernent; les autres patients et sévères, comme les travaux qu'ils supportent.

De là, précédant les divergences d'opinion si fréquentes entre les deux classes, sur les questions qui touchent à l'intérêt général de la nation. Protéger l'industrie; et l'agriculture se récrie, et pour suivre le mirage d'un débouché pour ses produits, elle laissera annuler les premiers efforts de l'industrie, qui, implantée dans le sol, lui eût donné plus de consommateurs que l'exportation lointaine ne lui en offrirait jamais. C'est cet aveuglement des classes agricoles tant sur l'industrie que sur le commerce, qu'il faut combattre. C'est cet antagonisme apparent qu'il faut détruire, en prouvant qu'agriculture et l'industrie sont sœurs, que leurs intérêts sont identiques et que la prospérité de l'une ne peut être que le reflet de la prospérité de l'autre.

L'agriculture et l'industrie sont deux formes du travail imposé à l'homme par son créateur: l'une aussi ancienne que le jour où l'homme, jeté nu sur une terre nue, dut assouvir sa faim et pourvoir à ses besoins; l'autre prit naissance, quand, pour alléger son travail ou doubler ses forces, l'homme inventa la première machine: car une charrue est une machine comme un dé à coudre, comme un filet de pêche. L'industrie a continué de grandir en proportion des besoins de l'homme; ses progrès se sont multipliés d'une manière prodigieuse et, au commencement de ce siècle, les sciences appliquées aux arts de la production ont révélé à l'homme de nouvelles forces qu'il ne soupçonnait pas et lui ont enseigné les moyens de les employer à son usage comme des serviteurs obéissants. La vapeur emprisonnée dans une chaudière, et employée, ici, à filer et à tisser des étoffes, là, à extraire du minerai ou du combustible des entrailles de la terre, ailleurs à transporter avec une vélocité prodigieuse des masses de voyageurs et de marchandises; l'électricité emprisonnée dans un fil de fer et transformée en une messagère mille fois plus rapide et plus laborieuse que le Mercure ailé de la mythologie païenne; la lumière du soleil même devenue dans une chambre obscure un merveilleux dessinateur: voilà les forces auxquelles l'industrie commande aujourd'hui en maître, et qu'elle emploie, sans jamais épargner ou laisser sa vigueur à la production des choses nécessaires au soutien et à l'embellissement de l'existence de l'homme.

L'industrie fait plus: elle vient au secours de l'agriculture. Par ses machines, elle augmente les forces des travailleurs du sol; par sa science, elle leur fournit de nouveaux engrais, elle modifie et améliore les terres, et l'agriculteur peut, grâce au concours de l'industrie, fournir, aux forces décuplées du travail l'alimentation nécessaire à la continuation de son labour.

Leur union est plus intime encore, c'est une fusion complète. En effet, prenons un produit quelconque, le fer, par exemple. Depuis le moment où le minerai a été arraché de la terre jusqu'à celui où il est transformé en brillant acier, la quantité de travail humain qui s'est combiné avec le produit est vraiment immense; or ce travail, que représente-t-il? Il représente des aliments. Les aliments sont donc de la matière première: le minerai de fer est la matière première de l'acier et les aliments sont la matière du travail qui a transformé le fer en acier. Ainsi, le blé, tout aliment est la principale matière de toute industrie.

(Suite et fin au prochain numéro.)

Aux Lecteurs. Me rendant en ce moment à la bienveillante invitation qui m'est faite de publier une série d'articles sur l'agriculture, je sens l'obligation de m'excuser d'avance auprès de lecteurs habitués à savourer, chaque semaine, des pages où brille un talent que les muses m'ont impitoyablement refusé. Toutefois, comme j'ai lieu de croire que l'excellence de mon but rachètera les vices qui pourraient se glisser non seulement dans la forme, mais même dans la substance de mes écrits, je serai court dans mon préambule et je me contenterai d'emprunter les paroles d'un jeune homme écrivant, il y a deux ans, sur un sujet analogue à celui que j'aborde aujourd'hui.

Cet ouvrage a été écrit sans prétention au mérite littéraire; nous aimons à en prévoir de suite ceux qui entreprendraient de le lire pour y trouver des figures de rhétorique, des idées ou des expressions recherchées. Et, comme nous nous adressons autant, et peut-être plus, aux personnes peu lettrées qu'aux gens bien instruits, nous tâcherons, avant tout, de faire en sorte que chaque phrase et chaque mot soient bien compris, et risquent souvent de sacrifier le style et l'élégance. Tout ce que nous voulons, c'est de rendre quelque service à une cause sacrée et si le

moindre résultat pratique couronnait nos faibles efforts, nous en serions mille fois plus heureux que si nous avions provoqué, par une production plus parfaite, les éloges de tous les critiques.

L'agriculture est en souffrance dans notre Province: la gêne, pour ne pas dire la misère, règne dans nos belles campagnes; la fleur de la nation quitte de son natal pour aller chercher du pain à l'étranger: voilà la formule des lamentations qu'on entend répéter tous les jours depuis plusieurs années, et que nous entendrons encore malheureusement trop longtemps, car la crise que nous subissons est loin de toucher à sa fin. Ce n'est pas lorsqu'une maladie s'est développée durant des années, qu'elle a été négligée d'une manière alarmante, qu'on peut la guérir tout à coup. Cette crise que nous traversons, elle dure depuis un demi siècle; elle a été amenée non-seulement par l'ignorance et la routine, mais par un ensemble de défauts, un concours d'abus qui domine chez nos compatriotes et qui semblent nous tenir dans une condition d'infériorité sous le rapport de la vie pratique.

Nos ancêtres en défrichant les forêts sœurs se trouvaient en face d'un sol extrêmement riche qui produisait les moissons les plus abondantes avec un rendement sans égal; ce fut cette fertilité qui dut influencer beaucoup pour amener ce usage capital dans notre culture, cet usage désastreux de semer grains sur grains et de refuser à la terre le repos indispensable. Un luxe ridicule, déplacé, l'usage qui ne fut bien souvent que la conséquence du luxe, le manque de calcul, voilà, entre autres, les causes qui, jointes à ce qu'on est convenu d'appeler la routine, ont créé l'état de chose actuel.

Toutefois si le mal est trop invétéré et qu'il doit être forcé de durcir son cœur, ne s'en suit-il pas qu'il faut désespérer; au contraire, nous voyons plus que jamais les symptômes d'une réaction certaine. L'instruction en se développant parmi la classe agricole, y fait naître des idées plus larges. Le cultivateur qui lit et observe finit par découvrir que, si sa ferme ne le paie pas, il doit s'en prendre surtout à lui-même; et au lieu de jeter la faute sur le climat, sur la situation des affaires, il l'attribue à sa propre conduite, et de là à devenir un homme de progrès, il n'a plus qu'un pas à faire.

C'est donc un noble devoir pour la presse canadienne-française de s'occuper d'agriculture. Tâchons de faire lire le cultivateur et lui faire lire des choses utiles au point de vue de son art; tâchons de lui prouver par des exemples et des raisonnements, à la fois justes et clairs, qu'il est l'auteur de ses propres maux, et vite on verra disparaître ses préjugés.

Je sais qu'un des principaux préjugés qu'on reproche à la classe agricole, c'est d'être prévenue contre les écrits ayant trait à l'agriculture: c'est cependant celui qui doit être le plus excusé. Parmi les personnes dévouées qui ont consacré leur plume à la cause agricole, peut-être y en a-t-il qui ont condamné le cultivateur trop vite et avant même de s'être fait comprendre de lui.

Pour mettre le cultivateur au demeure de suivre la voie du progrès qu'on lui trace, il faut non-seulement consulter les moyens dont il peut disposer pour exécuter les conseils qu'on lui donne; mais encore il faut se mettre à sa portée, parler un langage simple et raisonnable, à sa manière et répondre à ses objections par des idées et des expressions qui lui soient familières. Mais pour cela il faudrait emprunter presque continuellement la parole d'un de ces cultivateurs instruits et expérimentés, comme il en existe heureusement un assez grand nombre dans nos campagnes, et comme il m'a souvent été donné d'en rencontrer moi-même.

A part les notions de routine, ce que je sais en agriculture je l'ai principalement dans mes relations avec des cultivateurs plus avancés que moi. J'ai toujours autant profité d'une conversation avec un agriculteur d'expérience, que de l'étude des ouvrages les plus pratiques.

C'est l'écho de quelques-unes de ces conversations que je veux communiquer à ceux qui, comme moi, font de l'agriculture la base de leur avenir.

(A continuer.)

DUSSAULT & ROBINSON Marchands Tailleurs. Tout en renouvelant leurs nombreuses pratiques de remerciement qu'ils en ont reçu, désirent les informer qu'ils ont agrandi leur local afin de pouvoir suffire à l'augmentation tous jours croissante de leurs affaires, et qu'ils sont maintenant préparés à donner satisfaction complète à tout le monde. Le département de

HARDES FAITES. Estes plus complets et les prix aussi réduits que possible, en regard à la qualité. Habits de drap fin. Habits de laine supérieure. Habits de tweeds anglais, écossais et canadiens.

BLOCHBEAUBERGARD, Rue Wellington, SHERBROOKE, P.Q. Droguerie! Droguerie! Librairie! Papeterie!

J. R. McBAIN. Un assortiment en mains l'assortiment le plus vaste et le plus varié dans son genre des Cantons de l'Est. CHAQUE ARTICLE EST NET, FRAIS ET DE LA PREMIERE QUALITE.

MÉDECINES PATENTÉES. FRANÇAISES, ANGLAISES, ET AMÉRICAINES. En grande variété. On recommandera une attention particulière aux prescriptions des Médecins et aux Recettes de famille.

Ferronneries et Quincailleries. Epicerie, Tabac, &c. E. O. LESPÉRANCE, ANCIENNE MAISON-BOIVIN.

GARNITURE DE VOITURE. Poêles Doubles et Poêles de Cuisine. CLOUS A CHEVAL, CHARBONS DE FOIRGE, CHAUX, CUIR A SEMELLE, ET CUIR NOIR, BARDEAUX, &c.

Smith, Elkins & Cie., FONDEURS EN FER & EN CUIVRE. MACHINISTES! ENGIN A VAPEUR. Stationnaires et Portatifs. Fabriqués pour moulins à sel & à vapeur.

M. McKECHNIE. Vient d'arriver d'Angleterre avec l'assortiment le plus complet, le plus avantageux et le mieux choisi qui ait jamais été importé dans cette partie du pays, consistant en

ETOFFES A ROBES, LUSTRES. de toute sorte et de tout prix, alpaca, lustrés reversibles en grande variété, toute sorte de laine française et mérinos français, cachemire pour robes et toute espèce d'étoffes à doubleur pour robes et laines de dessous, Gilets et chales de Dames, en grande variété, Flanelles, étoffes de coton de toute sorte.

ASSURANCE DES CULTIVATEURS. Batisses Isoles du Canada CONTRE LE FEU. Président, l'Hon. A. McKENZIE. Vice-Prés., l'Hon. J. H. BELLEROSE. Secrétaire pour la Province de Québec: S. PAGNUELO, Ecr., Avocat, 12 Rue St. Jacques, Montréal.

AVANTAGES OFFERTS: 1. Cette Compagnie a un Fonds-Capital souscrit de \$200,000. Elle a déposé au Gouvernement, à Ottawa, pour la garantie des assurés, \$100,000. 2. C'est une Compagnie toute canadienne: tous les Actionnaires et les Directeurs demeurent en Canada; elle n'assure que dans la Province du Canada. 3. Elle n'assure que les batisses et le roulat des cultivateurs, et autres batisses isolées qui ne sont pas plus exposées au feu que celle des Cultivateurs; elle n'assure pas les magasins, boutiques, manufactures ou marchandises, ni pour plus de \$100,000 à la fois, de sorte qu'elle ne fait jamais de grosses pertes. C'est la seule Compagnie Canadienne de ce genre. 4. Aussi, elle prend bien moins cher que les Compagnies qui assurent pour des montants élevés, les magasins ou les maisons de ville ou de village. 5. En s'assurant contre le feu, on se trouve assuré contre toutes les pertes causées par le tonnerre, soit qu'il mette le feu ou non. 6. Les assurés ne contribuent pas pour payer les pertes souffertes par les autres assurés, comme dans les Compagnies Mutuelles. Ils paient leur prime et n'ont plus rien ensuite à payer. Leurs propriétés ne sont pas hypothéquées, non plus, comme dans les Sociétés Mutuelles, pour la garantie des autres assurés, car c'est la Compagnie qui paie les pertes, et non pas les assurés. 7. Le système des assurances Mutuelles est incertain et dangereux: il finit toujours par coûter plus cher qu'une Compagnie à Fonds social; car le territoire est trop restreint et le nombre des assurés trop limité pour permettre d'établir que l'incertitude de revenus et de pertes chaque année, comme dans les Compagnies qui ont un grand territoire et beaucoup d'assurés. Une Compagnie Mutuelle peut exister plusieurs années sans rien ou presque rien payer, mais il finit toujours un temps où les feux sont nombreux dans la localité, soit la Paroisse, le Comté ou le District; alors les assurés s'aperçoivent Combien une Assurance Mutuelle coûte cher. Une Compagnie qui assure dans un grand pays, comme tout le Canada, ne s'aperçoit pas sensiblement de ces pertes, parce que si les feux sont nombreux dans un Comté, elle les voit moins dans le restant du pays. C'est ce qui explique pourquoi les Assurances Mutuelles réussissent toujours pour toutier, tandis que les autres se maintiennent faibles. 8. Cette Compagnie assure contre le feu et toutes les pertes par la foudre sans charges extra. 9. Elle liquidem toutes les pertes et les paie comptant sans délai.

L. C. BELANGER, Avocat, à Sherbrooke, Agent-Général pour le district de St. François. ROBERT SHORT, Ecr., Avocat, à Cookshire, agent pour le Canton d'Edouard. Agent-Voyageur: R. TREMBLAY, aux Bureaux de ce Journal. Sherbrooke, septembre, 1871.

GRANDE Vente pour vider le Magasin VIEUX MAGASIN BLANC! 30 JOURS! 30. Afin de faire place aux nouvelles

MARCHANDISES D'AUTOMNE! Hardes-Faites, Chaussures, Cotons, Indiennes, Etoffes à Robes, Tweeds, Draps, etc. Wm. MURRAY, Coin des Rues King et Wellington.

Magasin en gros de Vins & Liqueurs. Venez voir et jugez par vous-mêmes. WM. MURRAY, Vieux Magasin Blanc.

Vins, Liqueurs, Provisions, Thé, Café, Sucre, Epices, Jambons, Sel, Lard et Fleur. CONSTAMMENT EN MAINS, Vieux MAGASIN BLANC, Coin des Rues King et Wellington, SHERBROOKE, P. Q.

M. McKECHNIE. Vient d'arriver d'Angleterre avec l'assortiment le plus complet, le plus avantageux et le mieux choisi qui ait jamais été importé dans cette partie du pays, consistant en

BONNETERIE! BONNETERIE!! HARDES FAITES. Hardes Faites pour messieurs, pour tous les goûts et de tous les prix. Toute sorte d'étoffes (Tweeds) d'Écosse et du Canada, ainsi qu'un excellent assortiment de draps. Chaussures! Chaussures! Toute sorte de Chaussures de manufactures du pays et de l'étranger. EPICERIES! EPICERIES! Un assortiment d'épicerie de choix constamment en mains. LARD ET PROVISIONS, A vendre en gros et en détail. Venez voir nos prix et la qualité de nos marchandises, et jugez par vous-mêmes.

"LE PROGRES" Journal Agricole, Industriel, Politique ET COMMERCIAL.

PARAIT LE SAMEDI. PRIX DE L'ABONNEMENT: POUR LE CANADA: Un an.....\$1.50 Six mois..... 0.75

Pour les Etats-Unis: Un an.....\$2.00 Six mois..... 1.00 Les frais de poste sont à la charge de l'abonné. Strictement payable d'avance.

TARIF DES ANNONCES. Première insertion, par ligne.....8 centims. Insertions subséquentes, de.....2 centims. Cartes d'affaires, un an, \$4. On traite de gré à gré pour les annonces à l'année.

IMPRESSIONS! IMPRESSIONS! On exécute, aux ateliers de ce journal, toute sorte d'impressions, en français et en anglais, tels que

Pamphlets, Factums, Blancs de toute espèce, Affiches, Cartes, Têtes de Compte, &c., &c., &c. A des Prix Modérés!

Nos ateliers sont munis des meilleures presses de toute sorte et d'un matériel aussi complet que varié, ce qui nous permettra d'exécuter toutes les commandes que l'on voudra bien nous confier avec promptitude et dans les derniers goûts. Les ateliers du News et du Progrès réunis seront un établissement de première classe. Nos rapports bien connus avec la presse dans cette partie du pays nous font espérer que l'on voudra bien nous accorder une part libérale de patronage. Toutes lettres, correspondances, envois d'argent, &c., doivent être adressés à

BELANGER, FRÈRES, Editeurs du "Progrès," SHERBROOKE, P. Q.